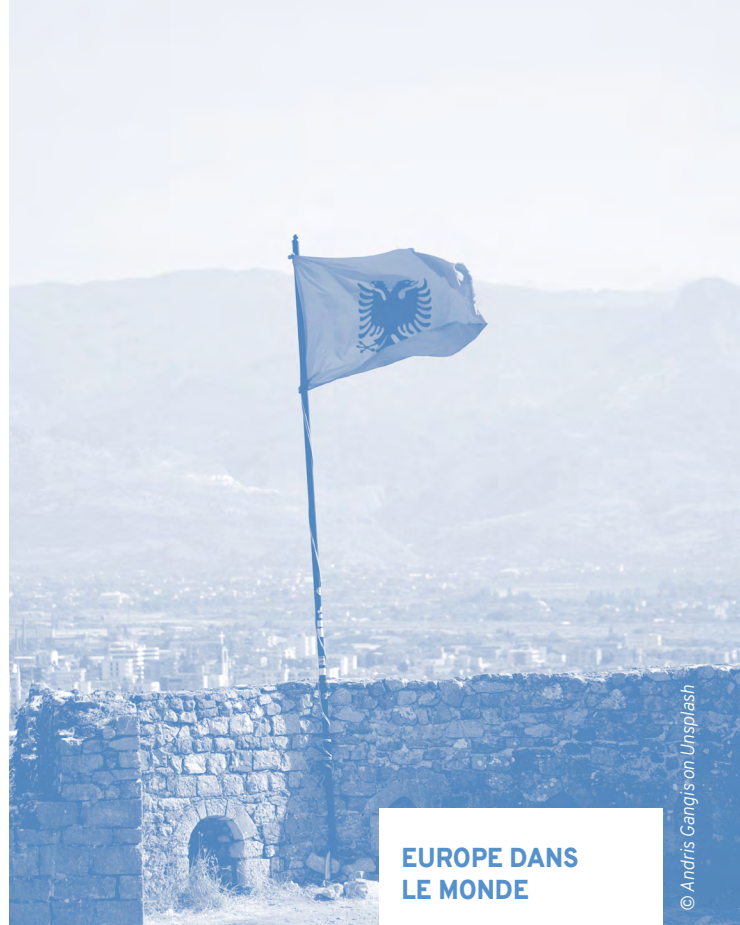


L'Albanie au grand défi d'adhérer en 2030

Venant d'ouvrir en octobre 2024 les premiers chapitres des négociations pour son adhésion à l'Union européenne, l'Albanie ambitionne une entrée en 2030. Cet agenda serré, qu'encourage tacitement la Commission européenne, met au défi ce pays euro-atlantiste détaché des contentieux balkaniques, de moderniser son économie et de réformer sa gouvernance, enrayée par la corruption, pour retenir ses forces vives.



© Andris Gangis on Unsplash

EUROPE DANS
LE MONDE

DÉCRYPTAGE
NOVEMBRE 2024

#élargissement
#balkan
#Albanie

Sébastien Maillard
Conseiller spécial
de l'Institut Jacques
Delors (Centre
Grande Europe)

I • Un ancrage occidental revendiqué

L'Albanie s'identifie à l'Europe, dans son sens le plus occidental. Depuis la fin de la dictature stalinienne et un temps maoïste d'Enver Hodja (1908-1985) et la démocratisation du régime à partir de 1990, elle regarde tout entier vers l'Ouest. Membre du Conseil de l'Europe depuis 1995, de l'Otan depuis 2009, année de sa demande d'adhésion à l'Union européenne, Tirana cultive à la fois ses liens avec Washington et Bruxelles, à la manière des pays baltes souvent pris pour référence. Elle tient à distance la Russie mais aussi la Chine, notamment sous pression des Etats-Unis, qui ont fait du pays leur base-arrière pour l'intelligence de la région. En même temps, son alignement sur la politique européenne de sécurité et de défense est complet depuis plusieurs années consécutives (application des sanctions contre le régime russe). Sa proximité par ailleurs affichée avec la Turquie ne l'empêche pas de refuser d'y extradier des opposants à Erdogan. Cette **allégeance euro-atlantiste en fait un allié considéré fiable** en cette période de recomposition géopolitique. Le « pays des aigles » sera l'hôte du prochain sommet de la Communauté politique européenne, attendu pour juin 2025. Il se place aussi pour organiser le sommet de l'Otan de 2027.

Cet ancrage occidental fait consensus dans la société et la classe politique entières. Aucun parti ne remet en cause un objectif d'entrée dans l'UE partagé par la population. L'appétence européenne est réputée la plus élevée de la région. Selon le dernier Eurobaromètre, 87% des Albanais considèrent que l'adhésion de leur pays à l'UE serait « une bonne chose »¹. Cette posture largement pro-UE et inscrite dans la durée² rassure les Vingt-Sept qu'une future alternance politique ne remettrait pas en cause l'adhésion européenne. Contrairement à une Serbie ambivalente dans sa relation à l'UE, l'Albanie n'a « pas de plan B », comme le répètent ses dirigeants.

→ *Le positionnement géopolitique plus que jamais apprécié de l'Albanie met toutefois les Vingt-Sept au défi de maintenir leur niveau d'exigence élevé pour une adhésion, qui doit servir d'exemple au reste des Balkans occidentaux.*

II • Un pays détaché de contentieux balkaniques et tourné vers l'Italie

L'Albanie cherche à **débalkaniser son image**. En rupture avec la Yougoslavie voisine sous la dictature, le pays tient, par son histoire et son identité propres, à ne pas être confondu avec le reste des Balkans occidentaux issu de la décomposition de la Fédération. A cet égard, le récent découplage de ses négociations d'adhésion avec celles de la Macédoine du Nord est considéré pleinement justifié par Tirana.

Si une concomitance d'entrée avec le Monténégro est une hypothèse envisagée au sein de l'UE, elle tient au degré avancé de cet autre pays dans ses négociations, à la **continuité territoriale** (cf. carte page 1) que cet élargissement offrirait à l'UE et à son **effet souhaité d'émulation**, en particulier sur la Serbie.

Longtemps en froid avec Belgrade, en raison de son soutien à l'indépendance du Kosovo, l'Albanie a entrepris un **réchauffement de ses relations avec la Serbie**. Dans l'inextricable contentieux opposant Belgrade à Pristina, Tirana presse le gouvernement kosovar de suivre les recommandations de l'UE et des Etats-Unis. **En perte d'influence sur Pristina**, l'Albanie ne peut prétendre à aucun rôle de médiation dans un conflit, où elle ne serait pas perçue comme un acteur neutre et donc crédible. Elle se tient à distance. Les élites du pays rejettent le fantasme de former une « Grande Albanie », slogan politique inaudible à Tirana et absent du débat public.

L'absence de contentieux territoriaux avec les pays de l'ex-Yougoslavie et d'enjeux mémoriels facilitent plus largement ses relations régionales. Celles-ci sont par ailleurs encouragées par les Vingt-Sept depuis dix

1 Standard Eurobarometer 101/Albania, printemps 2024. N.B. Cet indicateur s'élevait à 95% dans le sondage précédent d'automne 2023.

2 Debomy D. 2023. « Dans les têtes des Balkans », *Décryptage*, Paris: Institut Jacques Delors, juin.

ans dans le cadre du processus de Berlin et son projet de marché régional préfigurant le marché unique, auquel participe Tirana, fière par ailleurs d'avoir accueilli le sommet UE-Balkans occidentaux de décembre 2022. La nouvelle Facilité pour le plan de croissance, que la Commission a initié en novembre 2023 et qui prévoit six milliards d'euros en prêts bonifiés et en subventions sur 2024-2027 à l'ensemble des Balkans occidentaux, soutient aussi cette **intégration économique régionale** en vue de l'élargissement.

Pour autant, le **premier partenaire historique, commercial et sociétal de l'Albanie reste l'Italie**. Le pays est son premier fournisseur et premier client. Les relations sociales sont étroites, en raison d'une population albanaise établie depuis la fin de la dictature à travers la Péninsule, et les liaisons denses. Les Italiens sont aussi les résidents étrangers les plus nombreux en Albanie (3 375³), juste après les Kosovars. Cette proximité favorise le parrainage par Rome de l'adhésion européenne de l'Albanie. Elle sert à justifier l'ouverture, à la demande et sur financement du gouvernement Meloni, d'un centre de traitement des demandes d'asile de droit italien sur le sol albanais pour cinq ans. Un tel dispositif, qui fait peu débat en Albanie, est présenté par Tirana comme exceptionnel et unique.

La relation du pays est aussi proche mais bien plus ambivalente avec la Grèce. Chaque pays dispose d'une minorité importante dans l'autre. Mais ceci nourrit des revendications notamment immobilières, sources de tensions politiques⁴. Leur récurrence laisse **l'attitude d'Athènes à l'égard d'une adhésion albanaise incertaine** jusqu'au bout.

→ *L'objectif d'adhésion à l'UE pousse l'Albanie, qui s'en veut la tête de pont des Balkans occidentaux, à développer son insertion régionale en Europe du Sud-Est mais tout en se maintenant à certaine distance des pays de*

l'ex-Yougoslavie et en cultivant ses liens très étroits avec l'Italie.

III • Une société soudée, qui perd ses forces vives

L'Albanie se distingue aussi d'autres pays des Balkans occidentaux par sa cohésion sociale. Vieil Etat-nation, le pays abrite une population largement homogène, qui n'empêche pas une pluralité religieuse bien admise. Officiellement athée sous la dictature, l'Albanie fait coexister des appartenances musulmane, catholique, orthodoxe et bektashi (soufisme) dans une harmonie, que souligna le pape François en visite en 2014. Modéré et à peine majoritaire, l'Islam sunnite y est pratiqué sans ostentation dans un cadre où se mêlent tolérance et indifférence.

La préoccupation première est l'émigration de la jeunesse, traditionnellement nombreuse (la moyenne d'âge était de 26 ans en 1984). Le recensement de 2023 enregistre une chute de 14% de la population en douze ans (-430 000 d'habitants) et d'un quart depuis la fin de la dictature. Les inscriptions dans les écoles comme dans les universités diminuent. Cette tendance, qui remonte au début des années 1990 et se poursuit, trahit une perte de confiance dans l'avenir du pays et dans sa gouvernance. Pour enrayer les départs dans le secteur de la santé⁵, une loi de 2024 oblige dorénavant les étudiants en médecine à exercer trois ans dans le pays au terme de leur formation, au risque sinon de devoir la rembourser. Au-delà des jeunes les plus diplômés, ce sont les forces vives qui quittent l'Albanie, en train de perdre sa colonne vertébrale. Cette émigration s'accompagne, à l'intérieur du pays, de déplacements vers l'agglomération de la capitale, qui concentre aujourd'hui le tiers de la population au détriment d'un développement équilibré du territoire, affectant en particulier le Nord du pays.

3 Source INSTAT, 23 août 2024

4 Le gouvernement grec a menacé à plusieurs reprises de bloquer l'ouverture des négociations d'adhésion de l'Albanie après l'arrestation par Tirana en 2023 de Fredis Beleri, maire élu de l'opposition et d'origine grecque, accusé d'achat de voix aux municipales albanaises. Elu député européen (PPE) de Grèce en juin 2024, il a été relâché ensuite après 16 mois de détention. Au Parlement européen, il siège à la délégation suivant la préparation de l'Albanie à l'entrée dans l'UE.

5 Selon des données de la Fédération albanaise de médecine de 2022, environ 3 000 médecins ont quitté le pays au cours des dix dernières années.

L'émigration renforce une diaspora éclatée principalement entre l'Italie, la Grèce, l'Allemagne. En somme, **les Albanais ont rejoint l'UE avant l'Albanie**. La diaspora, évaluée au total à 1,7 million de personnes en 2020 (équivalent alors à 59% de la population résidente⁶), est aussi très présente aux Etats-Unis. Cette forte présence à l'étranger, évaluée jusqu'à plus de deux millions de personnes, soutient par ses abondants transferts (9% du PIB en 2022) les retraités dont les pensions restent largement insuffisantes pour vivre.

→ *L'adhésion à l'UE ouvre au pays la perspective d'atteindre des standards de vie européens dans l'espoir à terme de retenir la jeunesse. La crédibilité du processus ne suffira pas à enrayer une tendance à l'émigration, observée dans de nombreux pays d'Europe orientale et qu'attisent les besoins de main d'œuvre ailleurs.*

IV • Un pouvoir stable et personnalisé, en manque d'opposition crédible

Edi Rama est plus que jamais l'homme fort d'Albanie. Au pouvoir depuis 2014, le premier ministre se prépare à effectuer un 4ème mandat de quatre ans après des élections législatives attendues pour début mai 2025. Elles ne devraient pas remettre en cause la **domination de sa formation socialiste**, qui détient actuellement une courte majorité absolue (74 sièges sur les 140 de l'Assemblée. Depuis les élections locales de mai 2023, ce parti détient aussi désormais l'essentiel des municipalités, y compris le fief historique de la droite à Shkoder.

Très véhémente contre le gouvernement, manifestant bruyamment à répétition, par une campagne de « désobéissance civile », **l'opposition reste faible** pour autant. D'un avis très largement partagé, les deux principaux partis d'opposition, le Parti démocratique (PD, centre droit) et le Parti de la liberté (PL, ex-LSI, gauche souverainiste)

sont trop divisés pour être considérés en mesure actuellement de présenter une alternance sérieuse. Sali Berisha, fondateur et ancien dirigeant du PD, président de la République dans les années 1990 et prédécesseur d'Edi Rama à la tête du gouvernement de 2005 à 2013, est assigné à résidence depuis fin 2023 à la suite d'allégations de corruption au profit de sa famille lorsqu'il était chef du gouvernement, qu'il nie⁷. (cf. aussi point 5 plus bas). La vie politique reste polarisée de manière stérile. Dans son dernier rapport sur la préparation du pays⁸, la Commission européenne regrette ce manque de dialogue constructif entre le gouvernement et l'opposition, tout en considérant que le parlement fonctionne de manière normale. Le rapport souligne aussi le rôle trop limité laissé à la société civile, y compris au sujet de l'adhésion européenne.

De fait, la longévité à la tête du gouvernement (trois mandats consécutifs depuis 2013) et le charisme communément reconnu d'Edi Rama favorisent son **exercice personnel du pouvoir**, que l'opposition dénonce volontiers comme autoritaire. Vue des chancelleries occidentales, sa personnalisation du pouvoir est admise mais considérée en rien comparable aux dérives illibérales observées en Serbie ou en Hongrie. Visage international de l'Albanie (le chef de l'Etat ne détient constitutionnellement aucun pouvoir) à la carrure imposante, l'actuel premier ministre entretient des relations personnelles directes avec nombre de grands dirigeants européens, qui apprécient un interlocuteur respecté. Dans le pays, sa popularité est considérée encore confortable après onze ans au pouvoir, avec encore 46% d'opinions positives, loin devant son premier opposant que reste à 80 ans, Sali Berisha, crédité de 28%⁹.

Edi Rama est considéré comme voulant désormais réussir l'entrée de son pays dans l'UE sur laquelle il achèverait la fin de son dernier mandat. Il est attendu qu'il mise tout son capital politique à cette fin. La réussite de l'adhésion s'apparente à une affaire personnelle.

6 Source INSTAT, agence de statistiques d'Albanie

7 Sali Berisha a été interdit d'entrée aux Etats-Unis par le Département d'Etat en mai 2021 puis interdit au Royaume-Uni en juillet 2022, qui l'accuse de liens avec le crime organisé. La justice britannique a confirmé cette interdiction en juin 2024 (sources Reuters, Euronews)

8 Commission européenne, *Albania 2024 Report*, communication du 30 octobre 2024

9 Sondage [Datacentrum Euronews Barometer Albania](#), 16 octobre 2024

→ En vue de l'élargissement, la stabilité du pouvoir représente un atout pour impulser une dynamique nécessaire aux réformes à engager mais porte un risque d'éloignement des standards démocratiques exigés par cette même adhésion.

V • Une corruption installée toujours à combattre

La corruption reste un fléau en Albanie. Elle est considérée en recul dans la vie quotidienne mais toujours prégnante à l'échelle de mondes économique et politique en dangereuse collusion. La tendance sur la durée reste incertaine. Une récente étude soutenue par l'UE montre que la part de la population adulte admettant avoir corrompu ou été corrompu par des agents publics reste au niveau élevé de 40% en 2023 comme en 2014, avec des fluctuations sur la période¹⁰. La population est aujourd'hui la plus exposée à la corruption dans les Balkans occidentaux, selon la même étude¹¹. L'indice de perception de la corruption de Transparency International en 2023 place le pays 98e sur 180, légèrement devant la Serbie et l'Ukraine (situées aux mêmes 104^e rang). La corruption pèse sur le climat des affaires¹².

L'Albanie reste en particulier vulnérable au **trafic de drogues**. Le pays figure parmi les principaux producteurs de cannabis en Europe du Sud-Est et est impliqué dans le trafic de cocaïne¹³. L'activité favorise l'essor du crime organisé, aux ramifications européennes, et le blanchiment d'argent, notamment dans l'immobilier. La Commission européenne se préoccupe de la légalisation de la culture du cannabis à des fins médicales et industrielles.

Le mode de corruption le plus décrié est celui au moyen de **lois établies sur mesure**. Ainsi une loi de 2015 sur les investissements dits stratégiques, qui offre à cette fin des facilités fiscales et des procédures administratives

simplifiées, donne au gouvernement la possibilité de céder des terrains. Selon l'UE, ceci a permis d'opérer légalement des concessions avantageuses immobilières à des investisseurs albanais, à qui profite pour l'essentiel cette loi récemment prorogée. La population espère que l'adhésion européenne disciplinera le pays contre ce type d'abus.

Le nouveau **service du cadastre**, ouvert en 2023, est fastidieux à mettre en place dans un pays où la dictature avait éradiqué toute propriété privée. Le processus de restitution et d'indemnisation des terres autrefois nationalisées, la délivrance de titres de possessions de terrains et les procédures d'expropriations donnent lieu à d'incessants litiges, source de malversations. La Commission s'inquiète notamment que la classification des terrains (agricoles ou à construire) est source d'abus¹⁴.

Pour ne plus laisser la corruption et le crime organisé impunis, une vaste réforme de la justice a été adoptée en 2016. Elle a vu la création en 2019 d'un **parquet spécial contre la corruption**, connu sous son acronyme Spak (*Struktura e Posaçme anti-korrupsion*). Ses enquêtes sont désormais redoutées dans le pays. Des arrestations spectaculaires ont eu lieu, comme celle dernièrement de l'ancien président de la République et premier ministre, Ilir Meta, dirigeant du PL (opposition), le 21 octobre 2024, sur mandat d'arrêt émis par ce parquet spécial. Les arrestations touchent aussi d'anciens membres du gouvernement d'Edi Rama (Intérieur, environnement, santé). Mais une loi d'amnistie d'avril 2024 a en même temps permis à 40 personnes mises en examen par Spak d'échapper aux poursuites, comme le déplore la Commission européenne¹⁵.

La réforme touche plus largement au système judiciaire longtemps gangrené. Elle a conduit à partir de 2017 à un réexamen approfondi (**vetting process**) des profils des magistrats, entraînant le licenciement ou la démission de

10 Rapport SELDI, 1^{er} octobre 2024, *Breaking the anticorruption deadlock in the Western Balkans*, p.11

11 *Op.cit.* p.12

12 Evalué au niveau C selon la Coface

13 Rapport annuel de l'ONU 2024 sur les drogues

14 Position commune de l'UE à la conférence d'adhésion de l'Albanie, 11 octobre 2024, p.10

15 *Albania 2024 Report* de la Commission, *op.cit.*, p.32

60% des juges et procureurs, selon toutefois des faits de gravité variables¹⁶. Ce nettoyage par le vide de l'appareil judiciaire entraîne de conséquentes **vacances de poste** et, avec elles, une **durée excessive des procédures** civiles et pénales.

La lutte contre la corruption a aussi un volet préventif aux effets par définition moins immédiats. Le gouvernement mise sur la **numérisation des procédures administratives** en cours pour limiter les possibilités de pots-de-vin. **L'augmentation des rémunérations dans le secteur public** (13,8% de l'emploi), devant atteindre 900€ de salaire moyen en 2024, vise aussi à réduire la corruption. Par ailleurs, une professionnalisation accrue des juges est menée par une **formation renouvelée**¹⁷. Enfin, un poste de **ministre d'Etat chargé de la lutte contre la corruption** dans l'administration a été créé en janvier 2024.

Tout en reconnaissant ces efforts, répressifs et préventifs, la Commission considère leurs **effets limités dans les secteurs les plus exposés** et le phénomène de corruption encore prégnant dans la vie publique et celle des affaires en Albanie¹⁸. De plus, une complaisance des médias et leur concentration aux mains d'influents familles sont pointées du doigt par l'ONG Transparency¹⁹. Des progrès sont en revanche reconnus dans la lutte contre le blanchiment d'argent : en octobre 2023, l'Albanie a été retirée de la liste grise du Gafi²⁰.

→ *L'éradication de la corruption et la fiabilité du système judiciaire sont clés pour garantir la sécurité juridique, indispensable à l'intégration européenne de l'Albanie et à l'attractivité du pays.*

VI • Une économie en remise à niveau

L'agriculture représente près de 21% du PIB. L'Albanie est un pays de petites exploitations agricoles. Elles occupent 34% du total des emplois déclarés. Leur taille très modeste (1/10e de la moyenne européenne en taille) est un facteur de la **faible productivité du travail** dans le pays (à 34,7% de la moyenne européenne), considérée la plus basse des Balkans occidentaux²¹. En vue de l'élargissement, le secteur présente d'énormes besoins d'investissement de modernisation pour répondre aux standards européens et affronter la concurrence à venir du marché unique. L'UE est de loin le premier partenaire commercial de l'Albanie en biens.

Dans l'immédiat, le pays se félicite de l'**essor fulgurant du tourisme**. Contribuant au PIB, y compris indirectement, à hauteur de 20%, le tourisme tire en partie la croissance du pays, attendue en 2024 à 3,3% selon la dernière projection de la Banque mondiale. Mais ce secteur soulève des questions de saisonnalité, de durabilité avec la protection de l'environnement et de compétitivité. Par ailleurs, comme en agriculture, il se prête à l'**emploi informel** très répandu dans le pays (l'OIT estime à 60% des emplois totaux).

L'Albanie est une petite économie ouverte, sensible aux chocs externes. Pour son avenir et afin de faciliter son intégration à l'UE, le pays possède plusieurs atouts. Sa production d'électricité, assurée par des barrages hydrauliques, provient presque à 100% d'énergies renouvelables. Mais l'hydroélectricité étant par nature soumise aux aléas de pluviométrie, le pays mise sur son **potentiel solaire**. Une grande centrale photovoltaïque a démarré sa production dans le sud du pays, avec le soutien de la BERD.

Le pays recèle aussi des richesses minières. Il est traditionnellement un important exportateur de **chrome**, dont il possède des réserves

16 Rapport de *Transparency International* sur la lutte contre la corruption dans les Balkans occidentaux, 2024, p. 26

17 L'école albanaise de magistrature coopère avec l'ENM de Bordeaux (France) sur la formation.

18 Position commune de l'UE, *op.cit.*, p. 7 et *Albania 2024 Report* de la Commission, *op.cit.*

19 Rapport TI, *Op.cit.*, p.58

20 Communiqué du FAFT-GAFI du 27 octobre 2023 sur les juridictions sous monitoring renforcé. La Bulgarie et la Croatie figurent actuellement sur cette liste grise.

21 DG Trésor (France), Lettre des Balkans occidentaux, Les marchés du travail dans les BO, juin 2024

considérables. L'Albanie possède d'autres métaux critiques, dont une topographie est en cours pour en apprécier le potentiel. Un « centre régional d'innovation » dédié aux **matières premières** a ouvert en 2024 au sud de Tirana, avec le soutien de l'UE, pour aider le pays à prendre la mesure de son atout stratégique en terres rares. Avec l'énergie, les industries extractives sont l'autre secteur à y attirer des investissements directs étrangers. Le défi pour l'Albanie sera de se placer dans la chaîne de valeur au-delà de la seule extraction. Ce qu'une intégration au marché unique européen devrait favoriser.

Pour se développer tous secteurs confondus, le pays, en pleine transformation, souffre d'**infrastructures encore vétustes**. Le réseau routier est en mauvais état dans les zones rurales. La liaison ferroviaire entre Tirana et la ville portuaire de Durrës est en chantier après avoir été fermée. Rappelons que, parmi les pays de l'ancien bloc de l'Est, l'Albanie fut le plus coupée du reste du continent. Par ailleurs, le haut niveau auquel se maintient le chômage des 15-29 ans, à 22%, en dépit de l'émigration, trahit l'**inadéquation des formations aux besoins des entreprises**, constitué dans le tissu albanais en quasi-totalité de PME.

→ *La préparation à l'adhésion européenne exige la mise aux normes d'une économie encore trop informelle et une orientation plus affirmée vers ses secteurs stratégiques*

VII • Un agenda d'adhésion à l'UE très ambitieux

L'Albanie s'est fixée pour objectif une **adhésion à l'UE pour 2030**. L'échéance sert à mobiliser le pays. Elle n'a pas été reprise par la présidente Von der Leyen lors de sa visite à Tirana le 23 octobre 2024 mais la Commission appuie un calendrier de négociations très serré. Après l'ouverture le 15 octobre du premier groupe de cinq chapitres²², un deuxième groupe devrait être ouvert à la mi-décembre. La totalité des 35 chapitres devrait être ouverts à la fin 2025.

Le but affiché est de boucler l'ensemble de l'exercice (fermeture des 35 chapitres) à la fin 2027 pour laisser ensuite le temps à la ratification unanime du traité d'adhésion par chacun des Vingt-Sept.

Tenir ce calendrier est une gageure mais il permet à Edi Rama de lancer une dynamique, à créer les conditions qui obligent l'administration, les services publics et les entreprises à accélérer. Le gouvernement estime suffisantes ses **capacités administratives** pour non seulement transposer l'épais acquis communautaire mais aussi en assurer la mise en œuvre réelle. Une équipe de 35 personnes travaille sur l'intégration à l'Office du Premier ministre, avec 23 relais à travers les ministères, qui s'appuient au total sur 1812 personnes en soutien technique, selon les chiffres du gouvernement. Mais la Commission européenne estime qu'il devra renforcer son expertise et son planning pour tenir le calendrier des négociations et au regard d'un **état de préparation à l'adhésion globalement modéré**.

L'un des chapitres qui s'annonce le plus dur à reprendre sera celui sur l'environnement. Ceci concerne en particulier la mise aux normes du traitement des eaux usées. Le gouvernement prévoit déjà de négocier une **période de transition** de dix ans après l'adhésion pour y parvenir. Le chapitre environnement est d'autant plus difficile que la législation européenne, elle-même, évolue en même temps que les négociations. L'Albanie comme les autres pays-candidats doivent s'inscrire dans l'objectif européen de neutralité carbone pour 2050 et son objectif intermédiaire d'une réduction de 90% des émissions de gaz à effet de serre en 2040 par rapport à leurs niveaux de 1990.

À l'inverse, le chapitre sur la reprise de la politique étrangère et de sécurité commune est appréhendé comme l'un des plus rapides à boucler. Le taux d'alignement de l'Albanie s'élève déjà à 100% dans ce domaine.

Pour à la fois sécuriser sa future adhésion et l'anticiper institutionnellement, le gouverne-

22 Chapitre 23 « Appareil judiciaire et droits fondamentaux », chapitre 24 « Justice, liberté et sécurité », chapitre 32 « Contrôle financier », chapitre 5 « Marchés publics », chapitre 18 « Statistiques »

ment albanais propose de se voir attribuer un **statut d'Etat associé**²³ à valeur politique. Il souhaiterait bénéficier d'une telle appellation inédite en droit européen à compter de 2027 par un accord préalable entre la Commission, le Conseil de l'UE et le Parlement européen.

En pratique, le processus d'adhésion s'accomplit déjà comme ailleurs sous la forme d'une intégration graduelle aux réalisations concrètes. Comme les autres pays des Balkans, les ressortissants albanais bénéficient d'une **exemption de visa** pour voyager dans l'UE. Ce régime est en vigueur en Albanie depuis novembre 2010. Depuis 2014, le pays participe au **programme Erasmus+**. Par ailleurs, grâce notamment à son système bancaire jugé fiable, l'Albanie devrait rejoindre l'an prochain l'**espace unique de paiement en euros (SEPA)**, à la suite du Monténégro attendu au 1er janvier. Ceci facilitera les transactions liées au tourisme, aux transferts de la diaspora et aux investissements étrangers. En téléphonie mobile, les frais d'itinérance (roaming) entre l'espace économique européen et les Balkans occidentaux sont appelés à diminuer. Enfin, dans le cadre du nouveau plan européen de croissance régionale (cf. point 2 plus haut), plus de 922 millions d'euros sont prévus pour l'Albanie sur 2024-2027 strictement conditionnés à la mise en œuvre effective de réformes pour l'adhésion facilitant l'intégration au marché unique dans le respect de l'Etat de droit.

→ *Depuis l'ouverture des premiers chapitres de négociations pour l'adhésion, l'Albanie rentre dans le vif du sujet de l'élargissement. Pour être tenu, l'objectif de boucler les négociations à la fin 2027 avec l'UE exige une reprise sans faille de l'acquis, une mise en œuvre serrée des réformes, une volonté politique continue des parties et qu'aucune tension ne survienne avec l'un des Vingt-Sept.*

Quelle que soit sa date effective, une adhésion de l'Albanie à l'Union européenne représenterait pour ce pays une belle revanche sur l'Histoire, qui l'a tant malmenée. Ce serait un motif de fierté pour la diaspora albanaise souvent méprisée. Cela crédibiliserait le processus d'élargissement pour les autres pays des Balkans, notamment la Serbie, où la Russie et la Chine tentent d'asseoir leur influence.

23 White Paper *Albania's Path to EU Accession*, septembre 2024 ; Lire aussi à ce sujet Maillard, S. « Pour un statut d'Etat associé », *Policy Paper N°305*, Institut Jacques Delors, octobre 2024.

I LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES À TIRANA

Ometa Barbullushi, Professeure résidant au campus de Tirana du Collège d'Europe

Zsuzsanna Beszteri, Experte hongroise détachée à l'Office du Premier ministre albanais

Silvio Gonzato, Ambassadeur, chef de la délégation de l'UE en Albanie

Adrian Kamenica, Directeur du Département pour l'intégration européenne, Office du Premier Ministre

Ardian Hackaj, Directeur de recherche au Coordination & Development Institute

Akil Kraja, Chef de cabinet du Parti démocratique (opposition)

Remzi Lani, Directeur exécutif de l'Institut albanais des media

Catherine Suard, Ambassadrice de France en Albanie

Jorida Tabaku, Présidente du comité parlementaire sur l'intégration européenne (députée de l'opposition)

Isabelle Thomas, Experte française détachée à l'Office du Premier ministre albanais

I CHRONOLOGIE DES RELATIONS UE-ALBANIE

Avril 2009	Entrée en vigueur de l'accord de stabilisation et d'association et demande d'adhésion à l'UE
Décembre 2010	Libéralisation des visas pour l'entrée en zone Schengen
Juin 2014	Statut de pays-candidat reconnu par le Conseil européen
Avril 2018	La Commission recommande l'ouverture des négociations
15 octobre 2019	Veto français, néerlandais, danois et espagnol à l'ouverture des négociations avec l'Albanie
Mars 2020	Le Conseil européen décide d'ouvrir les négociations
19 juillet 2022	Ouverture officielle des négociations d'adhésion
24 novembre 2023	Fin du passage en revue de l'acquis (<i>screening</i>)
15 octobre 2024	Ouverture du groupe des chapitres fondamentaux (<i>cluster 1</i>)

Managing Editor: Sylvie Matelly • The document may be reproduced in part or in full on the dual condition that its meaning is not distorted and that the source is mentioned • The views expressed are those of the author(s) and do not necessarily reflect those of the publisher • The Jacques Delors Institute cannot be held responsible for the use which any third party may make of the document • Original version • Edited by Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Jacques Delors Institute

Notre Europe - Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
18 rue de Londres 75009 Paris, France • www.delorsinstitute.eu
T +33 (0)1 44 58 97 97 • info@delorsinstitute.eu



This project is funded by the European Commission's Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) under project number 101104850 – IJD 2024.